

# DEUX CONGRES

## de la classe ouvrière britannique

Dix mois de torysme ont donné au peuple britannique une dose amère de la politique du grand capital et préparé le terrain pour le retour du Labour Party au pouvoir. Toutes les élections qui ont eu lieu au printemps ont montré que le Labour serait élu avec de fortes majorités dans le cas de nouvelles élections générales. Les dirigeants du Labour eux-mêmes le disent publiquement. Mais pour le moment ils hésitent à renverser les Tories et à les remplacer au gouvernement tout autant qu'ils désiraient il y a exactement un an donner à Churchill la chance de revenir sur la scène.

Mais ils ne peuvent contenir trop longtemps le mécontentement croissant de la population. S'ils ne lui fournissent pas une issue politique, ce mécontentement percera sur le terrain des 'uttes économiques où ils le craignent encore plus. C'est leur préoccupation principale en ce moment.

Les conservateurs ont soulevé un sentiment dangereux en diminuant délibérément les services sociaux et en élevant le coût de la vie, en prenant des mesures contre les industries nationalisées et en s'efforçant de bloquer les salaires. Les gouvernements travaillistes avaient amorti le choc de l'inflation d'après-guerre. Maintenant les fortes augmentations des aliments et des prix des transports ont frappé les familles britanniques avec une vigueur renforcée. Toute la presse ouvrière a publié des interviews d'ouvriers et de leurs femmes se plaignant des difficultés provoquées par la montée du coût de la vie.

Cette réaction contre la politique conservatrice a donné une grande force au mouvement revendicatif de salaires des syndicats. La plupart des grands syndicats, englobant la moitié de la population travailleuse et toutes les industries décisives, depuis les mines jusqu'à la mécanique, ont des demandes de salaires en instance.

Le Chancelier de l'Echiquier, Mr. Butler, a annoncé qu'il n'espérait pas que les patrons fassent des concessions de salaires pour compenser la montée des prix qui a suivi la réduction des sub-

sides des aliments et les autres mesures prises par son gouvernement. Cela irait vraiment à l'encontre du but même de la politique économique du gouvernement tory qui est de faire porter le fardeau des armements aux ouvriers.

Quand on lui demanda si c'était à une directive, Butler répondit qu'il n'avait pas le pouvoir d'en donner mais que les patrons et les tribunaux, s'ils étaient sages, prendraient note de ses paroles. Son prétexte pour imposer un blocage des salaires, c'est que l'ouvrier doit renoncer à des salaires plus élevés afin de permettre aux marchandises britanniques de concurrencer les produits allemands, japonais et américains sur le marché mondial. Bien qu'une concurrence plus serrée de ces pays mette incontestablement en péril la campagne d'exportation de laquelle dépend la survie du capitalisme anglais, l'objectif principal de Butler est la sauvegarde de la marge de profits des industriels.

Les ouvriers savent que les bénéfices des sociétés ont été énormes et atteignent aujourd'hui des niveaux records. Ceci renforce leur détermination de soutenir leurs revendications de salaires. Cela est particulièrement vrai dans les industries mécaniques qui sont vitales pour la campagne d'exportation. La Confédération des syndicats des chantiers navals et de la mécanique a demandé une augmentation de salaires de 2 livres sterling par semaine. Jusqu'à présent les patrons ont brutalement refusé de donner même un penny. Pour faire pression sur eux, la Confédération de la mécanique a menacé d'interdire les heures supplémentaires et le travail aux pièces. Elle a en même temps repoussé des propositions pour une action gréviste. L'aile droite veut soumettre les revendications de salaires à l'arbitrage afin d'éviter un conflit avec le gouvernement et les patrons. Ceux-ci se disent prêts à accepter un arbitrage. Mais les syndicats, à juste titre, se méfient de soumettre leur cas devant un tribunal qui sera guidé par la politique de Butler de limitation des salaires et orienté contre eux dès le départ.

Si les syndicats étaient poussés à a grève, cela déclencherait le plus puis-